

"A propos de la Communauté économique européenne" dans Süddeutsche Zeitung (9 avril 1949)

Légende: Le 9 avril 1949, le journal allemand Süddeutsche Zeitung publie une intervention de l'Américain Paul Hoffmann, directeur de l'Economic Cooperation Administration (ECA), qui, après une année de fonction, dresse un premier bilan de l'aide économique accordée par les États-Unis à l'Europe occidentale dans le cadre du Plan Marshall.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr. Franz Joseph; SCHWINGENSTEIN, August ; Herausgeber DAHLMANN, Alfred; KREYSSIG, Gerhard. 09.04.1949, n° 42; 5. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Zur europäischen Wirtschaftsgemeinschaft", auteur:Hoffmann, Paul G. , p. 11.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/a_propos_de_la_communaute_economique_europeenne_dans_suddeutsche_zeitung_9_avril_1949-fr-7f4ca0c9-0a3f-42bc-b998-ec0f6c21dba7.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

A propos de la Communauté économique européenne

Le premier bilan annuel du Plan Marshall

De Paul G. Hoffman, administrateur de l'ECA

(SZ) Il y a un an aujourd'hui que M. Paul G. Hoffman a prêté serment devant le président Truman comme administrateur du Plan Marshall. Son article éclaire non seulement les problèmes économiques mais surtout l'aspect humain et politique de l'ECA, un organisme tellement décisif pour l'avenir de l'Europe.

Être administrateur du Plan Marshall est une des tâches les plus délicates qui soit. La plupart des gens ne savent pas qu'à Washington, on procède suivant l'ancienne méthode d'exercice du pouvoir qui veut que le chef d'une administration récolte la gloire et que son représentant fasse le travail. C'est exactement ainsi que les choses se passent à l'ECA (Economic Cooperative Administration). Je suis finalement moi aussi peu enclin à travailler beaucoup et je ne pourrais pas trouver de meilleur adjoint que Howard Bruce, l'administrateur adjoint du Plan Marshall, l'homme qui fait le travail... Son assiduité est presque agaçante, c'est un homme qui supporte un rythme terrible. Toutefois, son exemple a finalement fait de nous tous à l'ECA des gens assidus et consciencieux qui, à la cadence maximale, ne travaillent pas moins de douze heures. S'il nous a ainsi transmis son enthousiasme, c'est non seulement parce qu'il travaille beaucoup, mais surtout parce qu'il fait les choses avec joie. Il y a toujours une crise quelconque à l'ECA et, chaque fois que nous en surmontons une, nous le devons à la nature infatigable de Howard et à son inébranlable sens de l'humour. Ces derniers mois, qui ont été tellement critiques, l'organisation du Plan Marshall aurait été une mission périlleuse sans Howard Bruce. Avec lui, ce fut une véritable joie.

Pensées politiques d'un civil

Cette première année du Plan Marshall a été pour moi une période d'expérience, un temps d'apprentissage qui m'a complètement désillusionné sur le plan politique. Mes contacts d'outre-mer à l'Est et à l'Ouest m'ont donné la ferme conviction que l'objectif premier du Politburo russe est de s'octroyer l'hégémonie mondiale. Il mène cette politique avec une virulence et une résolution face auxquelles les agissements de Hitler donnent une impression de dilettantisme. Malgré l'indiscutable activité d'espionnage, le blocus de Berlin et les manchettes quotidiennes des journaux, j'ai l'impression que le peuple américain ne réalise pas suffisamment bien ce qui se passe dans le monde et à quel point le danger qui menace l'Amérique et le monde entier est sérieux. Le Kremlin semble très éloigné aux Américains, mais dans les pays européens que j'ai visités, la menace de la progression de la puissance russe est perçue comme tout aussi alarmante et d'actualité que le danger que couraient les Anglais lorsqu'ils entendaient siffler les bombes les jours des pires raids aériens. Les Européens tiennent la Russie pour ce qu'elle est: une puissance dont l'atrocité n'est comparable qu'à celle d'un Gengis Khan, qui travaille avec raffinement et qui ferait honneur à un Machiavel.

Les gens en Europe savent aussi que les kilomètres de terre ou de mer qui les séparent de Moscou ne sont que des mirages en ce qui concerne leur sécurité. Ils savent que le danger est tout proche d'eux. Aussi proche que New York et Baltimore le sont pour nous. Si nous voulons mesurer la gravité du danger qui nous menace personnellement d'après son imminence, le Kremlin se trouve en fait sur Broadway ou quelque part dans une grande ville américaine. Je le dis en tant que simple citoyen, en tant qu'homme d'affaires et homme d'économie. La mission principale du Plan Marshall se rapporte à l'assainissement économique de l'Europe de l'Ouest, mais l'idée selon laquelle l'Amérique doit aider les nations libres à rétablir des conditions économiques génératrices d'une atmosphère dans laquelle des institutions libres puissent se déployer efficacement vient d'un des plus grands soldats du monde. Le général Marshall accordait une importance décisive au fait que des relations normales et saines étaient indispensables à la stabilité politique. En revanche, je dois souligner en tant que civil que la bataille pour la liberté des nations d'Europe de l'Ouest ne peut pas être remportée sur le seul front économique. Nous devons également continuer à développer notre force militaire, ne serait-ce que pour dissuader le Politburo de se lancer dans une quelconque aventure militaire audacieuse. Si nous voulons gagner la «Guerre froide» en Europe, nous devons être actifs sur trois fronts. Nous devons être forts sur le plan militaire. Nous devons soutenir les objectifs des gouvernements «du peuple, par le peuple et pour le peuple» et, enfin, nous devons soutenir le redressement économique. Vouloir délaissier une de ces trois tâches serait fatal tant qu'un agresseur totalitaire est à nos frontières et tant

qu'il attend de pouvoir exploiter le premier signe de faiblesse dans notre défense.

Nous ne devons pas oublier que le Politburo a tenu compte dans ses calculs, avec un enthousiasme cynique, des facteurs **f a i m , p a u v r e t é** et **d é s e s p o i r**. On sait là-bas que seuls des hommes désespérés et affamés sacrifient leur liberté à l'esclavage. Un homme de la rue a dit un jour que personne n'avait encore essayé de fuir vers la Russie. Au sens littéral comme au sens figuré, c'est une vérité qui en dit long. Seuls des peuples qui ne croient plus en leur gouvernement, qui ont perdu la confiance en leur propre système économique et qui n'espèrent plus rien pour leur avenir acceptent volontairement leurs chaînes. La Russie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher ce redressement.

Le Plan Marshall considère qu'une de ses tâches principales est de parvenir à **a u g m e n t e r l a p r o d u c t i o n** en Europe de l'Ouest et à améliorer rapidement le niveau de vie de sa population. Étant donné que le chômage est actuellement faible en Europe, une telle hausse du niveau de vie ne peut être obtenue que par un meilleur rendement horaire de la main-d'œuvre. En 1947, le revenu national global de toutes les nations concernées s'est élevé à 100 milliards de dollars environ. Si les peuples européens parviennent avec notre aide à augmenter ce chiffre d'un tiers, nous atteindrons à mon avis une situation permettant à des institutions libres de se maintenir.

Comment voulons-nous atteindre cet objectif?

Les gouvernements, les fonctionnaires, les responsables de l'économie, des syndicats et des administrations de l'emploi, les chefs de file de l'agriculture, tous doivent **p e n s e r d i f f é r e m m e n t** et adapter leur façon de voir et leur état d'esprit. Une nouvelle forme de collaboration doit être trouvée dans les pays concernés entre les gouvernements, le pouvoir économique et les travailleurs. Toutefois, l'Europe a avant tout besoin d'une institution internationale qui soit le fondement d'une collaboration économique judicieuse et réussie.

En ce qui nous concerne, il ne suffit pas non plus que nous mettions sur pied des programmes ou que nous les lancions. Il est également de notre responsabilité que les aides en dollars que le Congrès a approuvées à des fins déterminées et qui sortent de la poche du contribuable américain soient utilisées le plus **e f f i c a c e m e n t** et le plus judicieusement possible. Nous nous considérons comme des banquiers et des administrateurs. Toutefois, notre succès ne se mesurera pas au nombre de dollars que nous récupérerons un jour, mais au redressement économique de l'Europe, à la stabilité politique qu'elle atteindra et à notre capacité à parvenir finalement à la paix dans le monde.

Un véritable redressement ne peut être obtenu – nous le savons aujourd'hui – qu'en exploitant le mieux possible toutes les **r e s s o u r c e s** disponibles en Europe de l'Ouest, et donc par une étroite collaboration entre les nations concernées. Une économie morcelée comme celle qui se présente à nous aujourd'hui en Europe suite à deux guerres terribles nous semble antédiluvienne et nous devons chercher à remédier au plus vite à cette situation. Les frontières qui, au fil des siècles, ont découpé l'Europe en **e n t i t é s é c o n o m i q u e m e n t n o n v i a b l e s** doivent être ramenées à un niveau raisonnable. Nous ne pouvons certes pas nous attendre à ce que les frontières de l'Europe soient rayées de la carte, que ses peuples adoptent une langue commune et s'unissent autour d'une monnaie unique du jour au lendemain. Nous pouvons cependant compter sur une évolution rapide dans le sens d'une libre circulation des marchandises et des personnes entre les pays. Il faudra peut-être encore beaucoup de temps avant que les États-Unis d'Europe voient le jour, mais nous devons unir partout nos efforts dans la lutte pour le progrès économique.

L'instrument que les nations concernées se sont donné pour que cette union devienne réalité c'est l'organisation pour la collaboration européenne, l'ECA, l'association des pays du Plan Marshall en Europe. D'après les projets actuels, les plans quadriennaux établis par les 19 pays prévoient un déficit annuel de la **b a l a n c e d e s p a i e m e n t s** de 3 milliards de dollars à la fin de la période. Il va de soi que les plans doivent être revus, et surtout qu'une véritable **u n i t é** de l'économie européenne doit être établie au plus vite.

Je crois pour ma part que les nations d'Europe prendront courageusement les mesures nécessaires pour

parvenir au véritable redressement esquissé dans ses grandes lignes par notre administration. Mon optimisme se fonde en particulier sur les grands progrès réalisés grâce à notre plan partout en Europe – dans les 19 pays – au cours de la première année de travail. Toutefois, ce qui importe plus encore que les hausses de production qui ressortent incontestablement de l'analyse des rapports nationaux (pour le moment avec des restrictions en ce qui concerne l'Allemagne de l'Ouest), c'est le n o u v e l e s p r i t qui devient clairement perceptible parmi les peuples européens. Il transparait également dans l'ouverture d'esprit avec laquelle les différentes nations prennent position en faveur de l'unité de l'Europe. L'évolution va du moins globalement dans la bonne direction. Ce qu'il faut aujourd'hui faire d'urgence, c'est accélérer le rythme. Il est difficile d'exprimer ce que tout cela signifie pour un monde libre. Le manque de solidarité a déjà à deux reprises mené notre génération au bord du précipice. Si le regroupement de l'Europe de l'Ouest au sein d'une communauté économique conduit également à une union pour la défense, et si le peuple américain soutient cette communauté contre tout futur agresseur, si nous nous associons non pour gagner une guerre mais pour la paix, cette récompense sera également la nôtre.

Paul G. Hoffman
Administrateur